

Convention collective interrégionale

IDCC : 172. – **INDUSTRIE DU BOIS DE PIN MARITIME
EN FORÊT (DE GASCOGNE)**

(29 mars 1956)

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,
Journal officiel du 5 octobre 1956)

AVENANT DU 14 JUIN 2007

PORTANT SUR LA POLITIQUE SALARIALE POUR L'ANNÉE 2008

NOR : *ASET0750916M*

IDCC : 172

Entre :

Le groupement syndical des fabricants de parquets, lambris, moulures
caisses de pin maritime ;

Le groupement aquitain des fabricants de palettes,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et bois (FNCB)
CFDT ;

Le syndicat national du personnel d'encadrement de la filière bois papier
(FIBOPA) CFE-CGC,

D'autre part,

Vu l'accord du 16 juin 2000 relatif à la durée et à l'aménagement du
temps de travail dans les entreprises du bois de pin maritime en forêt de
Gascogne (et notamment l'article 18.3 du chapitre II « Modulation des
horaires de travail ») ;

Vu l'accord du 10 avril 2002 relatif aux classifications dans les industries
du bois de pin maritime en forêt de Gascogne ;

Vu l'accord du 4 décembre 2002 relatif à la politique salariale dans les
industries du pin maritime en forêt de Gascogne,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises relevant des activités lis-
tées à l'article 1^{er} « Champ d'application de la convention collective régio-
nale de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne ».

Article 2

Prime d'ancienneté

La valeur du point d'ancienneté est fixée à compter du 1^{er} janvier 2008 à 5,25 €.

Article 3

Salaires minima conventionnels

A compter de la date d'application de cet accord, les salaires minima conventionnels mensuels applicables à l'ensemble des salariés pour 151 h 67 de travail effectif pour toutes les entreprises quel que soit leurs effectifs sont repris dans les annexes :

- ouvrier (annexe I) ;
- ACT (annexe II) ;
- AM (annexe III) ;
- Cadre (annexe IV).

Article 4

Entrée en vigueur

L'accord entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française.

Article 5

Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent accord auprès des services compétents du ministère du travail en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord, la partie patronale engagera les démarches nécessaires à l'extension dans les meilleurs délais après signature du présent accord.

Fait à Bordeaux, le 14 juin 2007.

(Suivent les signatures.)

Pages suivantes : annexes grilles de salaires minima mensuelles pour 151,67 heures de travail effectif pour toutes les entreprises quel que soit leur effectif applicables à compter de l'extension de l'accord.

ANNEXE I

Ouvriers

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM MENSUEL (base 151 h 67)
Niveau I 01	1 280
Niveau II 02	1 283
Niveau II 03	1 287
Niveau III 04	1 293
Niveau III 05	1 312
Niveau IV 06	1 350
Niveau IV 07	1 400
Niveau V 08	1 500
Niveau V 09	1 590

ANNEXE II

ACT

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM MENSUEL (base 151 h 67)
Niveau I ACT 1	1 280
Niveau II ACT 2	1 283
Niveau II ACT 3	1 287
Niveau III ACT 4	1 293
Niveau III ACT 5	1 312
Niveau IV ACT 6	1 390
Niveau IV ACT 5	1 430
Niveau V ACT 7	1 520
Niveau V ACT 8	1 610

ANNEXE III

Agents de maîtrise

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM MENSUEL (base 151 h 67)
Niveau AM 1	1 542
Niveau AM 2	1 595
Niveau AM 3	1 680
Niveau AM 4	1 780
Niveau AM 5	1 880

ANNEXE IV

Cadres

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM MENSUEL (base 151 h 67)
Niveau C 1	2 040
Niveau C 2	2 630
Niveau C 3	3 080
Niveau C 4	3 540